

*Initiatives ministérielles*

Même si la récession a, en principe, pris fin au cours du deuxième trimestre de 1991, l'économie reste faible, car le taux de chômage reste élevé, le nombre de faillites atteint des chiffres records et la confiance des consommateurs demeure faible, surtout dans le centre industriel de l'Ontario où les néo-démocrates provinciaux captifs de leur propre dogme socialiste maintenant discrédité, aggravent l'effet de l'incompétence du gouvernement fédéral par leurs propres sottises grossières, notamment l'accroissement vertigineux de leur déficit et l'adoption d'un programme législatif antipatronat qui décourage les nouveaux investissements et pousse les entreprises existantes à quitter la province.

Sur ce champ de bataille, où agonisent les victimes de l'époque wilsonnienne, se promène notre nouveau ministre qui se fie, a-t-il dit dans son discours, au premier ministre qui l'a «conseillé et appuyé». Sa confiance dans le premier ministre nous empêche de partager son optimisme réaliste, comme il nous invite à le faire plus loin dans son discours.

En fait, si je reviens à l'exposé budgétaire de l'an dernier, je m'étonne de constater que l'ancien ministre nous a invités à vivre une année de piètre rendement économique, de fermetures d'usines et de faillites en disant: «Nous ne devons pas perdre de vue les raisons solides sur lesquelles nous pouvons appuyer notre optimisme.» On ne peut nier l'optimisme de l'ancien ministre. Il était optimiste quand il a dit: «Nous maintiendrons le déficit à 30,5 milliards cette année et l'an prochain, malgré les pressions découlant de la récession. En 1992-1993, grâce à la reprise et à la baisse des taux d'intérêt, le déficit descendra sous les 25 milliards pour la première fois en 10 ans.»

Au lieu de 30,5 milliards de dollars, le déficit doit atteindre cette année 31,4 milliards de dollars. Pour l'année qui vient, au lieu des 24 milliards de dollars prévus l'an dernier, le déficit s'établira à 27,5 milliards de dollars.

Ce qui rend les prédictions de l'ancien ministre encore plus ridicules, c'est le fait que le gouvernement a été aidé, dans sa lutte contre le déficit, par des taux d'intérêt plus bas que prévu. Les intérêts à payer sur la dette publique étaient de 1,7 milliard de dollars de moins que prévu en 1991 et devraient être de 3,8 milliards de dollars de moins que prévu en 1992-1993.

Autrement dit, l'ancien ministre des Finances, le magicien d'Etobicoke, la réponse de Bay Street à Jean Dixon, a surestimé le solde de fonctionnement de 2,6 milliards de dollars en 1991-1992 et de 7,25 milliards de dollars en 1992-1993.

J'espère que le nouveau ministre, avec son optimisme réaliste, tient plus compte de la réalité que son prédécesseur. Ce n'est pas la première fois que ce gouvernement se trompe tellement dans ses prévisions. Ainsi, en 1984, l'ancien ministre avait déclaré que si on conservait les politiques héritées du gouvernement précédent, la dette frôlerait les 400 milliards de dollars à la fin des années 80. Et qu'elle pourrait frôler les 410 milliards en 1990. Nous voici maintenant en 1992, et à la fin du présent exercice financier, le 31 mars, la dette devrait s'élever à environ 419 milliards. Très souvent, au cours des années où il a été ministre des Finances, l'ancien ministre a parlé de réduction du déficit et de contrôle de la dette. Il en a parlé dans son discours de novembre 1984, immédiatement après les premières élections, et en a reparlé dans le budget de 1985, premier budget qu'il présentait en tant que ministre des Finances.

• (1030)

Il avait alors proposé «un plan à moyen terme clair et réaliste» grâce auquel le déficit budgétaire de 36 milliards de dollars qui était prévu pour 1984-1985 serait réduit de 20 milliards au plus tard en 1990-1991. Autrement dit, il prévoyait déjà, dans son plan clair et réaliste, un déficit budgétaire d'environ 16 milliards de dollars pour l'exercice s'étant terminé en mars dernier. Qu'a-t-il fait? Il a fait en sorte que le déficit atteigne 30,5 milliards de dollars.

Dans son budget de 1986, le ministre a rajusté les prévisions pour les années suivantes qu'il avait faites dans son plan à moyen terme clair et réaliste. Il avait prévu, pour 1990-1991, un déficit de 22 milliards de dollars. Il était donc plus proche d'environ 6 milliards de dollars du chiffre de l'année suivante. Et ça continue.

En 1989, après les élections, il n'offrait plus de plans clairs et réalistes, mais plutôt un plan budgétaire quinquennal ambitieux. Il pensait peut-être, parce que les prévisions qu'il avait faites dans son plan réaliste s'étaient avérées si désastreuses, qu'en qualifiant son nouveau plan d'ambitieux, cela lui donnerait une certaine marge de manoeuvre si jamais ses prévisions ne se révélaient pas aussi justes qu'il aurait souhaité.